***Objet : état de la mobilisation en vue des élections européennes***

Avec la prudence qu’imposent les prévisions de participation / abstention, il est possible de dresser à partir des données des différents instituts de sondage un premier état de la mobilisation différentielle pour les européennes :

1. La participation se situerait, à ce stade, entre 35 et 40%.

On observe une **surmobilisation** importante chez les **plus âgés** (+15 points pour les plus de 65 ans), les **urbains** et les **CSP+** (une dizaine de points).

Les catégories traditionnellement abstentionnistes sont particulièrement **démobilisées** : les **classes populaires** (-15 à 20 points), les **jeunes** (-10 à 15 points).

A noter également un **désintérêt de catégories d’ordinaire assez civiques** : les **ruraux**, les salariés du **public**, les **professions intermédiaires** (-5 à 10 points pour chaque).

Politiquement, les électeurs du **centre** sont **surmobilisés**, ceux de la **majorité et de l’UMP dans la moyenne**, les électeurs **FN nettement sous-mobilisés** (-10 à 15 points).

1. **Le degré de nationalisation du scrutin est élevé** : près de 60% de ceux qui ont l’intention d’aller voter le feront en fonction d’enjeux nationaux ; 40% en fonction d’enjeux européens.

Cette nationalisation est **très forte chez les catégories populaires et moyennes** (+15 points), les **actifs** (+10 points pour les 25-64 ans), et bien sûr chez les **sympathisants UMP** (+10 points) et **FN** (+15 points).

**Les enjeux européens** ne prévaudront dans les motivations de vote que chez les centristes et, **à une courte majorité, chez les sympathisants socialistes déclarés** (probablement par retenue envers un vote-sanction).

1. Cet état des lieux laisse apparaître que :

* **Le cœur européiste de gauche semble bien mobilisé**. Sans possibilité d’attirer des voix nouvelles sur les enjeux nationaux, **il est probable que nous soyons déjà proches d’avoir fait le plein de nos voix**.
* **L’UMP**, en pouvant compter sur le socle de droite constitué et sur les plus âgés, semble également avoir déjà **mobilisé ses voix « européennes ». Son socle peut en revanche encore s’élargir vers ceux souhaitant se prononcer sur des enjeux nationaux**.
* **Le Front national reste en revanche sous-mobilisé**. Il ne parviendra pas à rassembler des voix sur les enjeux européens (ses thèmes, en particulier la sortie de l’euro, ne dépassent guère son socle) mais peut **attirer davantage de votes sanctions**.
* **Les stratégies à droite se concentrent dès lors sur les classes moyennes et populaires, qui restent le gisement principal de voix**. Or leur mobilisation se fera plus facilement sur la volonté de sanctionner le PR et le gouvernement. L’UMP et le FN devrait donc continuer à appeler à faire des européennes un « référendum contre François Hollande » (Marine Le Pen promettant en outre, si le FN arrive en tête, qu’elle demandera une dissolution).
* **Les stratégies d’appels institutionnels au vote devraient avoir peu d’effet**, sinon peut-être celui de rappeler aux plus éloignés de la politique l’existence des élections et favoriser l’hypothèse d’un vote-sanction.

Une implication trop forte du PR dans la campagne, qui cristallise les mécontentements, pourrait avoir le même effet.

* Des actions partisanes ou gouvernementales ciblées pourraient être poursuivies en direction :
* de notre électorat déjà constitué, pour le consolider et **freiner les pertes qui pourraient apparaître vers d’autres partis de gauche** **lors de l’égalisation des temps de parole** (élargissement de l’offre politique vers les Verts - avec la figue de J. Bové - ; mais aussi vers les partis type Nouvelle donne, actuellement absents du paysage) ;
* **là où pourraient persister de petites marges de progression**, en particulier auprès des **jeunes** (sans toutefois sous-estimer leur attrait pour le FN) ou des **classes moyennes ou populaires de gauche démobilisées/déçues mais qui n’ont pas basculé vers la rupture** avec le PS. L’incitation au vote pourrait, dans ce cas, se concentrer sur l’expression de leur mécontentement envers l’Europe actuelle et les possibilités de changement./.